

Discours de la Présidente du congrès de la Nouvelle-Calédonie
Ouverture du sommet sur la Nouvelle-Calédonie – Paris, 2 juillet 2025

* * *

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre d'État, ministre des Outre-mer,
Monsieur le Président du Sénat,
Madame la Présidente de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

Ce sommet qui nous réunit aujourd'hui marque une étape supplémentaire dans le cadre des négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie conduites par le Ministre d'Etat, ministre des Outre-mer, sous l'autorité du Premier ministre.

Je tiens, à cet égard, à remercier tout particulièrement le Président de la République pour cette initiative.

Ce sommet ne peut toutefois pas être qu'une étape supplémentaire : il doit maintenant être un moment constructif et déterminant pour nous et notre territoire.

En effet, la Nouvelle-Calédonie traverse une crise profonde. Une crise multiple, à la fois politique, institutionnelle, économique, sociale, budgétaire et financière. Une crise qui, si elle perdure, mettra en péril non seulement le fonctionnement de nos institutions et de nos quotidiens respectifs mais aussi et surtout la cohésion même de notre société.

Sur le plan économique, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2024, notre produit intérieur brut a chuté de près de 15 %. Le climat des affaires n'a jamais été aussi dégradé. Le secteur privé a perdu plus de 11 000 emplois en un an. Tous les

indicateurs, sans exception, : sont en recul brutal : consommation, investissement, exportations. Tous les secteurs sont touchés : le BTP, la santé, le logement, le commerce, le tourisme et le nickel.

Nos collectivités, nos établissements publics, nos dispositifs sociaux sont désormais à bout de souffle.

J'en profite d'ailleurs pour insister sur le fait que si la seconde tranche du prêt contracté auprès de l'AFD, c'est-à-dire 240 millions d'euros supplémentaires pour l'année 2025, n'est pas versée rapidement, les conséquences pourraient être dramatiques pour tout le monde.

Or nous ne pourrions pas redresser cette situation économique et sociale sans horizon institutionnel clair.

A ce sujet, malgré l'engagement constant du Ministre d'Etat, ministre des Outre-mer dans le cadre des négociations qu'il a conduites, aucun accord politique n'a pu être trouvé jusqu'à présent. Cet entre-deux incertain nourrit donc forcément les tensions et renforce les diverses craintes partagées par une grande partie de la population, qu'ils s'agissent des particuliers ou des entrepreneurs.

Le temps politique ne peut dès lors plus ignorer l'extrême urgence de la situation calédonienne. Nous ne pouvons plus nous permettre des mois, ni même des semaines, d'indécision et d'inaction.

L'attente des calédoniennes et des calédoniens est forte. Ils nous regardent et leur patience s'épuise. Ce sommet doit donc être utile. Il doit permettre d'écrire une nouvelle page commune, apaisée et durable. Il doit ouvrir un chemin vers la relance de notre économie, un chemin vers la confiance retrouvée, un chemin pour un véritable destin partagé.

Cela suppose plus que jamais du courage, de la responsabilité et un grand esprit de compromis.

Il en va de l'intérêt supérieur de la Nouvelle-Calédonie et de ses habitants mais aussi de la France.

Notre pays, que nous aimons toutes et tous ici, ne pourra rester debout que si nous choisissons, ensemble, ici et maintenant, de le relever.

Je vous remercie.